

ÉTUDE DE CAS : Région de Diourbel, Sénégal

Surmonter les défis des petites entreprises avec un fort potentiel de croissance pour générer des bénéfices au service du bien-être de la communauté et de sa cohésion

Du Programme mondial sur la Migration au Service du Développement Durable (M4SD)

MOTS CLEFS : Entrepreneuriat, financement pour la croissance, autonomisation des femmes, jeunes, migrant·es de retour, zone rurale, développement local, cohésion communautaire, protection sociale, résilience



RENCONTREZ MAME FATOU

A l'Ouest du Sénégal, Mame Fatou vit à Dianatou Mahwa, un quartier de la ville de Touba, département de Mbacké, une zone semi-aride dont l'économie repose sur les activités agropastorales et le commerce. Présidente du Groupement d'Intérêt Économique (GIE) Wakeur Serigne Saliou Mbacke, Mame Fatou dirige une entreprise de transformation de céréales et de production de jus et de sirops qui emploie 38 personnes, dont presque toutes sont des femmes (92%). Mame Fatou est inquiète car les trois principales machines de son usine sont vétustes, voire hors d'usage, obligeant les employé·es à travailler manuellement. Sous une chaleur oscillante entre 35 et 40 degrés, les femmes s'épuisent en frappant avec des pilons en bois les tas de mil, cette céréale centrale dans l'alimentation quotidienne au Sénégal. Mame Fatou aimerait investir dans de nouvelles machines mais l'augmentation du prix de l'électricité et des matières premières rendent cette perspective impossible. Elle craint pour son activité mais surtout pour l'avenir des employé·es qui dépendent de ces revenus pour subvenir aux besoins de leur famille, notamment certaines femmes seules dont les maris sont partis en quête de travail à Dakar ou au-delà des frontières sénégalaises.

LA SOLUTION ?

Face au fort taux de chômage et aux difficultés d'accès aux financements des entreprises de la Région de Diourbel, l'Agence Régionale de Développement (ARD) intervient à la manière d'un incubateur ou d'un accélérateur d'entreprises. L'ARD soutient les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes, des jeunes ou des migrants de retour, lesquelles entreprises témoignent d'un fort potentiel de croissance, de création d'emplois générant un impact positif sur les communautés. Les entreprises sélectionnées bénéficient de formation pour renforcer leurs capacités à mieux gérer leurs activités et reçoivent également du matériel ou des équipements pour contribuer à accroître leur productivité. En créant les conditions d'une croissance inclusive, l'ARD permet à chacun et chacune, dont les migrant·es et les migrant·es de retour, à devenir acteur·rice du développement local et du bien-être de leur communauté.



« Ce projet est novateur dans le sens où il propose une approche intégrée pour contribuer au développement territorial de notre région. Les jeunes, les femmes et les migrant·es ayant un projet entrepreneurial avec un fort potentiel de croissance sont accompagné·es, orienté·es, formé·es et reçoivent également un coup de pouce financier pour leurs activités. »

Mr. Samba Lawbé MBAYE, Directeur, ARD de Diourbel

COMMENT CELA EST-IL RÉALISÉ ?

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

CIBLE 17-16



RENFORCER LE PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Il s'agit d'une approche pangouvernementale regroupant des partenaires multiples : les **autorités régionales et locales** (ARD de Diourbel), les **autorités nationales** (La Direction Générale d'Appui aux Sénégalais de l'Extérieur) en lien avec la **société civile** (Association « Soyons ensemble »), les différentes **institutions en matière de promotion de l'emploi** (ANPEJ, DER, 3FPT, ADEPME, etc.) avec le soutien des **agences onusiennes** (Organisation Internationale pour les Migrations et Programme des Nations Unies pour le Développement) au service des **entreprises locales** (entreprises individuelles et Groupement d'Intérêt Economiques).

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE

CIBLE 9-4



MODERNISER L'ENSEMBLE DES INDUSTRIES ET DES INFRASTRUCTURES POUR LES RENDRE DURABLES

CIBLE 12-2



GÉRER ET UTILISER DURABLEMENT LES RESSOURCES NATURELLES

En recevant des équipements plus modernes, les petites et moyennes entreprises de la région ont la capacité de mettre en place une utilisation plus rationnelle des ressources en réduisant les déchets et en améliorant la gestion des matières premières ainsi que des ressources naturelles notamment l'eau et l'électricité. Cela développe une culture d'entreprise axée sur une gestion durable des ressources en mettant en place des technologies et des procédés industriels propres et respectueux de l'environnement.

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

CIBLE 8-3



PROMOUVOIR DES POLITIQUES FAVORISANT LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LA CROISSANCE DES ENTREPRISES

33 entreprises individuelles ou groupements d'intérêts économiques (20 hommes et 13 femmes) dans les domaines de l'artisanat, de l'industrie, du maraichage, de la pisciculture ou de l'élevage ont **bénéficié d'équipement** pour renforcer leurs activités. Ces équipements contribuent à augmenter la productivité et les revenus de ces petites entreprises situées en zone rurale, stimulant leur croissance et leur capacité à **créer des emplois décents** dans la région.

2 FAIM «ZÉRO»

CIBLE 2-3



DOUBLER LA PRODUCTIVITÉ ET LES REVENUS DES PETITS PRODUCTEURS ALIMENTAIRES

En soutenant la productivité des petites et moyennes entreprises (PME), ces initiatives augmentent les revenus des petites producteur·rice·s alimentaires ainsi que la capacité de production alimentaire locale. Dès lors, le projet contribue à **renforcer la sécurité alimentaire des communautés** de la région au travers l'augmentation de la production locale, la diversification des cultures et l'accroissement de l'offre alimentaire.

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ

CIBLE 4-4



AUGMENTER LE NOMBRE DE PERSONNES DISPOSANT DES COMPÉTENCES NÉCESSAIRES À LEUR RÉUSSITE FINANCIÈRE

Outre la mise à disposition de matériels, **33 entrepreneur·euse·s** (16 migrant·es de retour, 29 jeunes et 13 femmes, dont certains GIE comprennent plusieurs femmes) ont **bénéficié d'une formation** en gestion d'entreprises, marketing commercial et gestion financière. Cette formation a permis de renforcer leur capacité dans des domaines variés tels que la gestion comptable, la stratégie marketing, la communication, les stratégies et canaux de vente, etc. En capitalisant sur la nouvelle dynamique apportée par les équipements et sur ces nouvelles compétences, les entrepreneur·euse·s ont aussi pu prendre du recul sur leurs activités et définir les modalités de leur croissance future.

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

CIBLE 5-5



GARANTIR LA PLEINE PARTICIPATION AUX FONCTIONS DE DIRECTION ET AUX PRISES DE DÉCISIONS

L'approche vise à **promouvoir l'autonomisation des femmes**. **40%** des entreprises accompagnées dans la région de Diourbel sont **dirigées par des femmes ou emploient une majorité de femmes**. Alors que les femmes occupent d'ores et déjà une place centrale dans la sphère privée, la participation entière et effective des femmes aux fonctions de direction et leur prise de parole dans la vie économique et publique les positionnent comme des actrices essentielles et des leadeuses de leur communauté.

FACTEURS CLÉS DE SUCCÈS

CONSEIL 1 : Associer le soutien technique auprès des petites et moyennes entreprises avec un appui financier pour maximiser les impacts. Pour aider les entreprises à s'adapter à un environnement local et international mouvant, de plus en plus concurrentiel, ces petites entreprises avec un fort potentiel de croissance ont besoin d'un accompagnement technique et financier. L'accompagnement technique se concrétise par des activités de renforcement des capacités et d'amélioration de leurs pratiques environnementales, sociales et de gouvernance (solutions de maîtrise de l'énergie, gestion des ressources humaines, transparence financière, etc.). Pour accroître son impact, l'appui financier doit être utilisé comme un outil complémentaire à l'appui technique. Cet appui financier se traduit par l'achat de matériels ou d'équipements contribuant à accroître la production de manière réfléchie et responsable.

CONSEIL 2 : Capitaliser sur les connaissances acquises dans les projets passés pour ne pas « réinventer la roue ».

Les initiatives présentées ont été développées et adaptées sur la base des recommandations issues de projets antérieurs. Par exemple, les résultats de la cartographie des contributions du secteur privé au cycle migratoire dans la région de Diourbel¹ a permis d'avoir une meilleure compréhension des enjeux et défis du secteur privé pour mieux favoriser l'emploi et les synergies dans la région. Par la suite, les résultats de cette cartographie ont été partagé lors d'un séminaire avec les acteurs·rice·s du secteur privé pour favoriser la mobilisation de ce secteur et encourager la mise en place de plateformes multipartites et le financement conjoint de projets futurs pour accroître l'accès à l'emploi des personnes en mobilité. D'autres initiatives similaires comme le projet PLASEPRI/PASPED² et le projet GMD³, logé dans les bureaux d'accueil, d'orientation et de suivi des Sénégalais de l'extérieur (BAOS) en lien avec l'ARD, contribuent également à l'amélioration des performances des petites et moyennes entreprises.

CONSEIL 3 : Accompagner les femmes entrepreneuses, c'est investir dans le bien-être de l'ensemble de la communauté en favorisant sa cohésion. Cette initiative a révélé une corrélation directe entre les entreprises dirigées par des femmes (ou qui comptent une majorité de femmes) et les initiatives de création de fonds solidaires. Pour exemple et à la suite des augmentations de revenus des petites et moyennes entreprises accompagnées, les employées de ces entreprises ont systématiquement privilégié la mise en place d'un fonds social et solidaire plutôt que l'augmentation des revenus individuels. Ces fonds sociaux et solidaires sont gérés de manière collégiale pour favoriser l'établissement de liens économiques, sociaux et environnementaux positifs au sein des communautés. Le soutien des femmes entrepreneuses s'impose comme un démultiplicateur d'impact pour le développement local en créant un mécanisme de protection sociale au service de la résilience des communautés.

CONSEIL 4 : Insuffler une dynamique de partage de connaissances et de mise en réseau entre les bénéficiaires. Qu'ils soient gérant·e·s d'une usine, artisan·e, maraicher·ère ou agriculteur·rice, l'ensemble des bénéficiaires étaient toutes et tous dans une démarche de développement de leur entreprise. L'ARD a capitalisé sur les différentes rencontres et formations organisées dans le cadre de cette initiative pour encourager les entreprises bénéficiaires à échanger sur les défis et enjeux rencontrés. Ces échanges ont insufflé une véritable dynamique de mise en réseau entre ces entreprises contribuant à la durabilité des impacts positifs du projet. Les entrepreneur·euse·s se sentent soutenus et compris par leurs pairs qui ont la capacité de leur prodiguer des conseils ou des formations (Ex. : gestion des ressources premières, management d'équipes, etc.) en ayant une compréhension de leur contexte mais aussi de créer des opportunités d'affaires au-delà de la période d'accompagnement de l'ARD.

¹ Les initiatives mises en œuvre par le Programme M4SD s'appuient sur les résultats des projets passés. Au travers de synergies et de capitalisation des actions d'ores et déjà menées, le Programme M4SD s'assure de maximiser l'utilisation des fonds et de créer un engagement de l'ensemble de la communauté. Dès lors, toutes les activités décrites ici n'ont pas été exclusivement financées par le Programme M4SD.

² La Plateforme d'Appui au Secteur Privé et à la Valorisation de la Diaspora Sénégalaise en Italie (PLASEPRI) est un programme visant à créer et renforcer des PME locales en favorisant l'investissement des Sénégalais vivant en Italie dans leur pays d'origine. Le PASPED vient en complément de la deuxième phase de la PLASEPRI avec pour objectif de réduire la migration irrégulière grâce au soutien au secteur privé et à la création d'emplois au Sénégal via la création d'une plateforme fournissant une assistance financière et technique aux PME sénégalaises.

³ Le projet Gouvernance Migration et Développement (GMD) vise le renforcement de la gouvernance inclusive de la migration au Sénégal en vue d'améliorer la synergie Migration et Développement.

Ses activités ont amélioré la vie de Mame Fatou et de ses voisin·es à Diourbel

Mame Fatou, gérante du GIE Wakeur Serigne Saliou Mbacke, a entendu parler de l'accompagnement proposé par l'ARD de Diourbel via une amie qui s'inquiétait de la voir si préoccupée des charges de son entreprise. Après avoir déposé un dossier auprès de l'ARD pour demander une aide à la modernisation des équipements de l'unité de transformation agroalimentaire, la nouvelle de la sélection de son entreprise a été célébrée largement. Cette joie a été déçue lorsque l'entreprise a réceptionné les trois nouvelles machines tant espérées : un moulin à mil, une décortiqueuse à mil ainsi qu'un mélangeur de couscous (ODD 9 – Industrie, Innovation et Infrastructure).

Les résultats sont époustouflants : une productivité accrue par trois avec un gain de temps de trois heures par jour ainsi qu'une baisse substantielle de la pénibilité pour les employé·es (ODD 8 – Travail décent et croissance économique).

Ces nouvelles machines ont également permis la réduction de la facture d'électricité de moitié (ODD 12 – Consommation responsable).

Grâce aux bénéfices engendrés par ces nouvelles machines, Mame Fatou a proposé à ses employé·es d'augmenter leurs salaires (ODD 1 – Pas de pauvreté).



Après une réflexion collective, les salarié·es porté·es par les voix des femmes, ont suggéré la création d'une caisse sociale et solidaire dans laquelle est versée chaque mois une partie des bénéfices de l'entreprise (ODD 5 – Égalité des sexes et autonomisation de toutes les femmes).



Les fonds de cette caisse sont alloués de manière collégiale selon les besoins partagés par les employé·es. Ce soutien financier répond à des événements de la vie, notamment des naissances, des mariages, des baptêmes, des décès ou encore des problèmes de santé (ODD 3 – Bonne santé et bien-être).



Il permet également de renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des communautés à des défis récents tels que les aléas et catastrophes climatiques, notamment en aidant les personnes victimes d'inondations (ODD 13 – Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques).



Dès lors, les machines n'ont pas seulement permis d'améliorer les performances économiques de l'industrie mais également de renforcer la cohésion communautaire (ODD 11 – Villes et communautés durables).



[Regarder la vidéo sur le Programme M4SD au Sénégal](#)

Ces activités sont rendues possibles grâce au Programme mondial OIM-PNUD sur « La Migration au Service du Développement Durable (M4SD) », lequel est mis en œuvre dans 11 pays entre 2019 et 2023. Le programme est financé par la Direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC). Pour en savoir plus sur les projets menés au Sénégal dans le cadre de ce Programme, [cliquez ici](#).

Cette publication a été diffusée sans édition officielle par l'OIM, sans que l'Unité des publications de l'OIM (PUB) n'ait approuvée le respect des normes et du style de l'OIM, et sans que l'Unité TRS n'ait effectuée de traduction officielle.

© OIM et PNUD 2023. Tous droits réservés. Rédigé par Nawel Aouissi-Padioleau, contributions de l'OIM, du PNUD et de leurs partenaires. Graphisme élaboré par Diana De León.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC